

Lâ??Eurovision au service de Â« la marque Â» IsraÃ«l

Description

Par Laetitia Fromenteau, Agence MÃ©dia Palestine, 13 mai 2019

Lâ??Eurovision se tiendra le 18 mai prochain Ã Tel-Aviv, une annÃ©e aprÃ«s la rÃ©pression brutale des manifestations palestiniennes dans le cadre de Â« la marche du retour Â» organisÃ©es Ã Gaza, en 2018. Pour lâ??heure, de nombreux artistes, activistes LGBT et multiples associations sâ??unissent pour dÃ©noncer le plus grand Ã©vÃ©nement musical de la planÃ«te, afin quâ??il ne devienne pas une puissante arme de propagande israÃ©lienne.

Lâ??Eurovision 2019 sera organisÃ©e en IsraÃ«l, berceau de lâ??un des conflits qui dÃ©chaÃ©nent les plus vives passions du monde contemporain. Depuis la victoire de lâ??israÃ©lienne Netta Barzilai avec la chanson *Toy*, le 12 mai dernier Ã Lisbonne, la perspective dâ??une Eurovision moyen-orientale attise les colÃ«res Ã travers le monde occidental. Le choix de Tel-Aviv comme ville-hÃ«te (aprÃ«s la polÃ©mique nÃ©e de lâ??Ã©ventualitÃ© dâ??une organisation Ã JÃ©rusalem) avait suffi Ã gÃ©nÃ©rer de vives tensions.

Rares sont les Ã©vÃ©nements Ã caractÃ©re international qui se dÃ©roulent en IsraÃ«l. Ce concours fÃªtera sa 64Ã«me Ã©dition et sera suivi par plus de 200 millions de tÃ©lÃ©spectateurs Ã travers le monde, un vÃ©ritable coup de projecteur pour le chef du gouvernement israÃ©lien fraîchement rÃ©Ã©lu. La puissance mÃ©diatique que gÃ©nÃ©re lâ??organisation du plus grand show tÃ©lÃ©visuel mondial en live est une formidable occasion pour promouvoir lâ??image dâ??IsraÃ«l, mais aussi une occasion inespÃ©rÃ©e pour les mouvements contestataires dâ??un rÃ©gime de faire entendre leurs voix.

Un concours contestÃ© : appel au boycott

A moins dâ??un mois de la finale du concours, la question palestinienne fait toujours dÃ©bat. De nombreux artistes internationaux et multiples associations ont appelÃ© ces derniers mois au boycott de lâ??Ã©vÃ©nement, pour protester contre la politique du gouvernement israÃ©lien Ã lâ??encontre des Palestiniens.

Les appels au boycott se multiplient et les tensions europÃ©ennes se rÃ©veillent face Ã un pays qui vient de voter une loi fondamentale, dite Â« loi de lâ??Ã©tat-Nation du peuple juif Â», qui confÃ©re un mandat constitutionnel de discrimination raciale contre les Palestiniens. Cette mesure nâ??accorde pas les mÃªmes droits aux IsraÃ©liens selon quâ??ils soient juifs ou non-juifs. A travers cette loi, le gouvernement israÃ©lien officialise lâ??apartheid. DÃ©sormais, les citoyens palestiniens se voient refuser lâ??Ã©galitÃ© des droits, conformÃ©ment Ã la constitution.

C'est dans ce contexte tendu que plus de 140 artistes internationaux ont appelé à boycotter l'Eurovision, dans une lettre publiée dans le journal britannique *The Guardian*. Cette tribune a été signée par des noms aussi prestigieux que ceux de Vivienne Westwood, Peter Gabriel, Ken Loach, Yann Martel ou encore Roger Waters, membre fondateur des Pink Floyd, et très engagé dans la campagne internationale BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions) contre Israël. Cette lettre avait pour but de demander à la chaîne de télévision britannique BBC de s'opposer au concours de l'Eurovision en Israël, cette dernière a refusé de boycotter l'événement.

Ils estiment que le concours doit être boycotté tant qu'Israël continue à « ses graves violations des droits de l'homme ». Les artistes demandent donc que l'organisation du concours soit transférée dans un autre pays. « Quand la discrimination et l'exclusion sont si profondément ancrées, la volonté de l'Eurovision 2019 de célébrer la diversité et l'inclusion sonne creux », ont-ils plaidé. « L'Eurovision est peut-être un divertissement léger, mais il n'est pas exempt de considérations liées aux droits de l'Homme et nous ne pouvons ignorer la violation systématique par Israël des droits des Palestiniens », peut-on lire encore.

A ses revendications, ce sont également greffées plus de 60 associations LGBT et Queer dans près d'une vingtaine de pays pour pointer du doigt le « pinkwashing » exercé par Israël. Des artistes et des organisations culturelles palestiniennes ont aussi appelé à une pression non violente sous forme de boycottage d'Israël jusqu'à ce qu'il respecte ses obligations en vertu du droit international.

Mais c'est en Islande que les premières réticences se sont fait sentir. Trois jours après la victoire d'Israël à l'Eurovision 2018, une pétition appelant au boycott de l'édition 2019 y recueillait 8000 signatures. La veille, plus de 60 palestiniens avaient été tués par des tirs israéliens, alors qu'ils manifestaient dans la bande de Gaza contre le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem. Faisant du lundi 14 mai 2018, la journée la plus meurtrière du conflit depuis 2014.

Madonna exhorte à annuler sa participation à l'Eurovision

Le gouvernement israélien a vu la victoire de Netta Barzilai comme un triomphe diplomatique et le Premier ministre Benjamin Netanyahu la félicite d'être « la meilleure ambassadrice ». Pour Israël, il s'agit d'un rendez-vous à ne pas louper ! Et pour cause, le pays a fait appel à la célèbre star américaine de la pop, Madonna, comme invitée de marque.

Madonna va servir de caution à Israël. Payée une fortune pour chanter à l'Eurovision, la venue de la star est censée amadouer les multiples associations qui appellent au boycott de la cérémonie. Cependant, même avec Madonna, les chaînes américaines font l'impasse sur l'Eurovision. Aucun diffuseur n'a choisi d'acheter les droits pour le concours à seulement un mois de l'événement.

Entre temps, dans les heures qui ont suivi la confirmation de la performance de Madonna, des militants du mouvement BDS ont lancé une campagne sur les réseaux sociaux pour que la star américaine annule son concert, en utilisant l'hashtag #Boycotteurovision2019 et #Madonnadontgo.

« L'Euowashing »

Lâ??Eurovision au mÃame titre que les Ã©vÃ©nements tels que la Gay Pride, sont utilisÃ©s comme un Ã©cran de fumÃ©e pour dÃ©tourner lâ??attention et discrÃ©diter ceux qui mettent en lumiÃ¨re les crimes contre lâ??humanitÃ© commis par IsraÃ«l et ainsi, lÃ©gitimer un Ã©tat qui institutionnalise lâ??apartheid. En parallÃ«le, le gouvernement israÃ©lien nÃª??hÃ©site pas Ã© utiliser ouvertement la culture comme un instrument de propagande pour blanchir, justifier ou dÃ©tourner lâ??attention de son rÃ©gime dÃ©??occupation fondÃ©e sur lâ??idÃ©ologie coloniale vis-Ã©-vis du peuple palestinien.

Le boycott culturel ne sÃ©??oppose ni aux produits culturels, ni aux artistes, mais Ã© la Ã© « hasbara Ã© » de lâ??Ã©tat israÃ©lien. Ces derniers sont donc instrumentalisÃ©s pour promouvoir une image attrayante destinÃ©e Ã© masquer le visage dÃ©??un Ã©tat apartheid (colonisation, crimes de guerre, emprisonnements des enfants, torture, blocus humain de deux millions dÃ©??habitants dans la bande de Gaza, violation des droits de lâ??homme â??i depuis plus de 70 ans).

La culture comme arme politique

De tous les boycotts, celui de la culture israÃ©lienne est certainement le moins bien compris et le moins acceptÃ©. On est souvent heurtÃ© par des phrases telles que Ã© la culture rassemble Ã©, ou Ã© la culture crÃ©Ã©e des ponts entre les peuples Ã©. Pour autant, comme nÃª??importe quel autre secteur dÃ©??activitÃ©, la culture est aussi un instrument qui peut se retrouver au service du pouvoir politique.

Les productions culturelles, les institutions de savoir, les sports sont utilisÃ©s comme des porte-drapeaux nationaux Ã© lâ??efficacitÃ© redoutable. Ce dispositif politique tentaculaire est mis en place sous le nom de la Ã© hasbara Ã©, ce qui signifie littÃ©ralement Ã© lâ??explication Ã© en hÃ©breu, est un nom donnÃ© Ã© la propagande dÃ©??Ã©tat et Ã© son dispositif interministÃ©riel de lutte contre

Ã© la menace Ã© de Ã© dÃ©lÃ©gitimation dÃ©??IsraÃ«l Ã© jugÃ©e stratÃ©giquement prioritaire. La Ã© hasbara Ã© dÃ©pend directement du premier ministre. En 2015, Benjamin Netanyahu a mÃame crÃ©Ã© un ministÃ¨re des affaires stratÃ©giques et de la diplomatie publique, chargÃ© de la lutte contre le BDS et dotÃ© dÃ©??un budget confortable de 30 millions dÃ©??euros.

Cette cellule sert Ã© prÃ©senter une image dÃ©mocratique, libÃ©rale, dynamique â?? et fausse â?? dÃ©??un Ã©tat dÃ©??exception permanent, hors-la-loi pour le droit international. Un moyen pratique pour un Ã©tat comme IsraÃ«l de vanter une idÃ©ologie, et ainsi, de redorer une image ternie ou de camoufler des pratiques immorales.

Au travers de ces manifestations et dÃ©nonciations, les militants BDS dÃ©construisent ainsi lâ??idÃ©e convenue que la culture serait obligatoirement un outil au service des peuples. Ils rappellent que les Ã©vÃ©nements culturels subventionnÃ©s et organisÃ©s par IsraÃ«l tel que lâ??Eurovision ne sont pas si innocents. En occupant le devant de la scÃ¨ne mÃ©diatique et en redorant lâ??image dÃ©??IsraÃ«l, ils occultent les traitements infligÃ©s aux palestiniens.

Aux origines de lâ??instrumentalisation

A partir de 2006, et suite aux rÃ©pressions sanglantes qui se sont dÃ©roulÃ©es Ã© Gaza et en Cisjordanie, les hauts responsables israÃ©liens ont pris conscience de lâ??image nÃ©gative que leur pays avait aux yeux de lâ??opinion publique internationale. De ce constat, ils ont dÃ©cidÃ© de lancer

un programme nommé « *Brand Israël* » en collaboration avec des chercheurs et professionnels du marketing à New York, « Le Brand Israël Group (BIG) ». Cet outil de propagande a pour but d'utiliser les techniques les plus sophistiquées de la communication d'entreprise pour rendre le pays attractif en évitant de parler de religion et du conflit avec les Palestiniens. La communication doit plutôt insister sur les réussites scientifiques, les avancées technologiques et les événements culturels du pays.

Ce dispositif gouvernemental est basé sur la conviction que si Israël n'est pas apprécié à l'étranger, c'est parce que le pays n'est pas compris. De ce fait, plutôt que de remettre en cause leur politique nationaliste, expansionniste et ségrégationniste, les leaders israéliens ont cru bon d'opter pour la subvention de secteurs d'activités sensés revaloriser l'image de leur pays. C'est ainsi que la culture est retrouvée massivement subventionnée et que de nombreux événements sont organisés en l'honneur d'Israël, partout dans le monde, depuis plusieurs années.

« La nation branding »

Un autre aspect de la campagne « *Brand Israël* » consiste à présenter Israël comme un oasis de tolérance pour les homosexuel(les) où leurs droits ne sont pas respectés. Cette campagne de « *pinkwashing* » est relayée par de nombreuses associations pro-israéliennes qui, pour détourner l'attention de l'occupation, vantent la tolérance de la société israélienne et ferment les yeux sur une homophobie présente. Ce dispositif est tellement puissant que ces experts en « *nation branding* » ont fait de Tel-Aviv une vitrine parfaite pour le pays, en contradiction totale avec sa réalité.

A travers l'ouvrage « *Un boycott légitime : Pour le BDS universitaire et culturel de l'État d'Israël* », Eyal Sivan et Armelle Laborie déconstruisent minutieusement ce travail de propagande et démontrent parfaitement comment Israël utilise la culture comme un outil au service du pouvoir. « *Pour l'État d'Israël, la principale source d'exportation vers l'Occident n'est pas faite de mandarines ou d'avocats, ni même d'armement ou de systèmes sécuritaires : l'essentiel, c'est la promotion d'une image, celle de l'énergie créative* » pour tout ce qui touche à la culture. Les produits israéliens comme la littérature, la musique, la danse, le cinéma, l'art, la gastronomie, la science et les technologies, l'architecture et l'histoire sont des domaines culturels susceptibles de toucher les publics cibles, particulièrement en Europe ».

Les élites culturelles et universitaires sont les fers de lance de la « *hasbara* », version marketing. Tel-Aviv leur assigne en permanence la mission de contribuer à la lutte contre la délégitimation en apparaissant à l'étranger comme les représentants d'une culture pluraliste, créative et dynamique. Le boycott culturel s'attaque donc à ce qui est considéré par les responsables israéliens comme une arme stratégique de première importance, justifiant l'existence d'un appareil ministériel lourd. « *Ses actions ? Financer les voyages à l'étranger des écrivains, des réalisateurs, des artistes, des compagnies théâtrales et de danse, des musiciens ?* »

date de création

2019/05/12